9.16/6284

CONFIDENCIAL

A la fin du mois de Janvier 1946, MM. Granell et Aguirre sont venus me voir pour me dire que M. Largo Caballero estimait le moment venu pour engager des conversations entre les Socialistes espagnols et les représentants de la Monarchie, afin de trouver une solution au problème espagnol.

M. Largo Caballero croyair être bien renseigné du côté anglais, du fait d'une possible restauration presque immédiate de la Monarchie en Espagne. Je suis donc allé voir Largo Caballero, accompagné de Granell et de Aguirre, dans son petit appartement de la rue La Boetie, où je l'ai trouvé alité, mais dans un état d'esprit d'une telle clairvoyance et d'une telle clarté de jugement qui m'a impressionné personnellement et m'a suggéré l'idée que jamais Largo Caballero n'était arrivé à une maturité intellectuelle au long de sa vie, que juste au moment où j'ai eu le bonheur de le connaître. Largo Caballero m'a dit, presque mot pour mot, les phrases que je vais citer:

"J'estime que l'Espagne serait bien malheureuse si le régime républicain qui l'a gouvernée en 1931 revenait au povoir et si les mêmes republicains qui ont eu la responsabilité du pouvoir étaient à même de la ressaisir à n'importe quelle date. Je ne peux pas être soupçonné d'avoir un penchant sentimental pour la Monarchie, mais mon expérience m'a fait voir que, du moins, les hommes qui ont gouverné la monarchie libéerale étaient vraiment, en tant qu'hommes d'Etat, formés d'una façon très supérieure à celle des homme républicains qui ont gouverné auprès de mois. C'est pourquoi, étant arrivé à la fin de ma vie, je me sens inclin à conseiller aux Socialistes espagnols dans la voie d'une entente sur des bases essentiellement démocratiques et nantis de garanties suffisantes vis-à-vis du Prince Don Juan et de ses conseillers ~~xxxxxxxxxx~~ politiques, spécialemente suprès de M. Lopez Olivan dont les idés libérales et les éminents services qu'il a rendus a l'Etat républicain sont largement garants auprès de moi.

"Je vous demande donc de nous rendre le service d'établir le contact nécessaire entre nous et les personnes qui habitent Lausanne. Je désigne comme personne ayant toute ma confiance pour vous accompagner au cours de ce voyage, M. Granell ici présent, et comme conseiller permanent pour toutes les questions que vous aurez à traiter avec moi et que l'état de ma santé pourrait m'empêcher de traiter directement avec moi, M. Aguirre qui, également, assiste à notre conversation actuelle."

Très vivement impressionné par ma conversation avec Largo Caballero dont les vues politiques énoncées par lui au long de notre entretien, en dehors des phrases presque textuelles que je viens de citer, étaient empreintes d'une telle sagesse, d'un sentiment de patriotisme espagnol si vif, si prudent et si sensé, je pris tout de suite, vis-à-vis de moi-même, l'engagement de me prêter à ses désirs.

J-ai donc préparé le voyage de Lausanne aussi rapidement que possible et, toujours accompagné de M. Granell, je suis arrivé en Suisse l'avant-veille du jour où le Prince Don Juan devait partir en avion pour Lisbonne. M. Quinones de Leon nous avait précédés le matin même dans ce voyage et je pus ainsi avoir une entrevue avec MM. Quinones de Leon et Lopez Olivan au bufet de la gare de Lausanne, le soir même de notre arrivée.

Au cours de cette conversation, M. Lopez Olivan m'a assuré que je voyais juste en ce sens que, ni lui, ni aucun des autres conseillers qui se trouvaient autour du ~~xxxxxxxxxxxxxxx~~ Prince Don Juan n'estimaient, à l'encontre de l'opinion courante autour de M. Largo Caballero, que la Monarchie espagnole se soit trouvée, à ce moment, à même de remonter d'une façon imminent sur le trône d'Espagne. Mais Lopez Olivan estimait, comme moi, que tous les efforts faits pour rapprocher le Prince Don Juan des Socialistes espagnols ne pouvaient qu'être grandement utiles dans l'ensemble de nos efforts communs pour trouver une base stable à l'avenir politique de notre pays.

Le lendemain matin, Granell et moi sommes allés à Genève, afin de rendre visite à M. Lopez Olivan à l'hôtel où il habite et d'établir les données

générales de la conversation que je devais avoir, le soir même, à Lausanne, avec le Prince Don Juan. De retour à Lausanne, je me suis rendu au domicile privé du Prince Don Juan et, lorsque j'y arrivai, j'ai été prié par M. Quinones de Leon de prévenir Granell pour qu'il vienne, lui aussi, assister à l'audience que Don Juan m'avait accordée.

J-ai eu une conversation seul à seuls, d'une demi-heure, avec le Prince Don Juan, avant que Granell ne soit reçu par lui. Dans cette conversation préalable, nous avons pu égrener des idées générales, quant à l'évolution naturelle de la solution politique en Espagne. Puis, Granell fut introduit et, tout de suite, l'entretien a pris une tournure d'intimité, d'abandon et de confiance réciproques. Don Juan a fait savoir a Granell qu'il attendait avec impatience le moment de pouvoir engager des conversations politiques avec des représentants du parti socialiste espagnol: "Nous sommes tous, Monarchistes et Socialistes, nous sommes tous des émigrés à l'étranger et j'estime que la longue épreuve de méditation et de sagesse que les uns et les autres avons vécue ces années-ci, doit nous servir pour voir dans les affaires de l'Espagne des voies qui s'imposent à nous sans préjugés de régime, d'hérédité ou d'école".

"La veille de mon départ pour Lisbonne où je dois rencontrer des représentants des partis de droite espagnole, je me sens fortifié par cette prise de contact avec vous, car elle va me permettre de leur dire qu'ils ne sont pas les seuls responsables de l'avenir de notre pays, mais qu'à l'étranger, il existe d'autres Espagnols qui, comme les Socialistes, sont, pour le moins, aussi Espagnols qu'eux-mêmes".

Don Juan nous a suggére tout de suite que mon début de conversation devait avoir nécessairement un lendemain, où les détails et les questions de politique pure et les formes de l'Etat futur pourraient être étudiés, discutés et envisagés à tête reposée, et c'est pourquoi il nous a donné rendez-vous à Lisbonne, à une date qui ne devait pas dépasser un laps d'une dizaine de jours.

Le lendemain même, Granell et moi sommes allés à Genève où nous avons pu revoir Lopez Olivan, une heure après le départ de Don Juan pour Lisbonne. Lopez Olivan nous a dit que le prince Don Juan avait été très agréablement impressionné de sa conversation avec Granell et avec moi, et qu'il avait chargé spécialement Olivan de lui envoyer, par lettre, des nouvelles pour savoir si son impression agréable et optimiste était réciproque. Après l'assurance de Granell en ce sens et la réaffirmation de la part de Olivan du désir du Roi de nous revoir aussitôt que possible à Lisbonne, Granell et moi sommes rentrés, le soir même, à Paris.

Dès mon retour à Paris, je me suis trouvé devant le fait que la maladie de Largo Caballero s'était aggravé et qu'il avait dû être transporté dans une clinique. Il m'a donc fallu limiter mes echanges de vues au sujet de notre conversation à Lausanne avec M. Aguirre, qui m'a assuré de la satisfaction de Largo Caballero quant aux résultats acquis, et de son désir et de son conseil afin que le voyage à Lisbonne ne fut retardé que par les empêchements naturels de la préparation de notre voyage, car Largo Caballero, toujours d'après l'opinion de M. Aguirre, croyait que la rentrés du Roi en Espagne était imminente et que le retard des conversations entre lesSocialistes et les Monarchistes ferait peser sur lui de très lourdes responsabilités.

J'ai demandé à M. Aguirre si les autres chefs socialistes, dont MM. Trifon Gomez, Rodolfo Llopis, étaient d'accord avec Largo Caballero au sujet de ce voyage a Lisbonne. Aguirre m'a donné toutes les assurances requises en affirmant qu'en effet, Largo Caballero exprimait la pensée profonde des chefs responsables du parti socialiste espagnol. Il a ajouté que, pendant un court voyage que je devais faire dans le Midi de la France, il aurait les contacts nécessaires avec Trifon Gomez et Rodolfo Llopis afin que le voyage à Lisbonne puisse rendre tous les résultats profitables espérés d'une part et de l'autre.

Je suis donc allé à Anglet, accompagné de Granell. Je ne me souviens plus de la date exacte, mais c'était un samedi, vers deux heures, que j'ai eu un très long entretien seul à seul avec le Colonel Ortega dans le salon privé de Madame

Courrèges, la propiétaire du buffet de la gare d'Hendaye. Au cours de ce long entretien avec le Colonel Ortega, j'ai rendu compte de mes entretiens à Paris, de mon voyage à Lausanne et de mon projet de voyage à Lisbonne et je l'ai prié de bien vouloir me dire si nos amis communs étaient d'accord sur l'ensemble des faits.

Le surlendemain, à 2 heures, j'ai reçu chez moi, à Anglet, la visite du Colonel Ortega et de son adjoint, le Commandant Ibanez, qui m'ont assuré de l'intérêt que nos amis communs avaient dans la réussite de ce voyage à Lisbonne, car ils estimaient que l'accord entre les socialistes espagnols et Don Juan était essentiel pour garantie de l'évolution normale et pacifique de la situation générale de notre pays. L'effusion du Colonel Ortega en rapport avec le sens géneral de ce projet a été si grande qu'il m'apportait pour étayer ma chance sur des bases sûres, un petit souvenir qui, selon lui, avait une valeur de mascotte.

J'ai fait toutes les réserves d'usage quant à la valeur politique et diplomatique de ce merveilleux talisman, mais, tout de même, je l'ai accepté comme preuve d'une situation d'atmosphère générale optimiste.

Rentré à Paris, j'ai eu de longues conversations avec Aguirre et Granell au sujet de l'état d'esprit favorable de MM. Trifon Gomez et Rodolfo Llopis quant au fond et à la forme de notre mission. Un après-midi, Granell est venu me voir pour m'informer qu'une prise de contact directe entre Trifon Gomez et moi serait toutefois inopportune dans la pensée de M. Gomez, car ils avaient traité entre eux tous les détails de cette affaire politique et que, d'après M. Granell, MM. Trifon Gomez et Rodolfo Llopis s'étaient prononcés dan des termes encore beaucoup plus chaleureux et plus persuasifs que ceux que j'avais entendus de la bouche de Largo Caballeto quant à la nécessité de conversations et d'un accord à établir entre les Socialistes et Don Juan. Le soir même, au cours d'un dîner à trois, M. Aguirre a réaffirmé devant Granell les paroles que celui-ci m'avait dites dans le courant de l'après-midi. Aguirre a insisté sur le fait que n'importe quel retard pour nous engager sur la voie de Lisbonne pourrait mettre les Socialistes espagnols devant un fait accompli sans avoir eu la chance de discuter vis-à-vis de la Monarchie, l'avenir politique du futur régime espagnol.

Je n'avais aucune raison, après ma conversation avec Largo Caballero qui, pendant des années, fut le conducteur écouté et respecté du parti socialiste espagnol, de douter que ses deux amis, MM. Aguirre et Granell, qui jouissaient, d'après ses propres affirmations, de toute sa confiance, n'exprimaient pas, en effet, l'opinion conjointe de Largo Caballero, Trifon Gomez et Llopis. J'étais sûr, à tel point, de la confiance que Largo Caballero avait en les deux personnes surnommées, que je me suis refusé à écouter les conseils de prudence que M. Guillemé-Brulon est venu me faire entendre, très amicalement, à l'avant-veille de mon départ de Paris. M. Guillemé Brulon m'a assuré que, de la part de Trifon Gomez et de Rodolfo Llopis, il y avait, à son sens, une attitud réelle loin d'être celle que MM. Aguirre et Granell m'avaient dépeinte. Néanmoins, devant la responsabilité que ces deux amis de Largo Caballero faisaient moroiter devant moi et après les conseils el les encouragements du Colonel Ortega, je décidai de partir pour Lisbonne, puisque je considérais que c'était le chemin demon devoir.

Arrivé à Lisbonne, accompagné de Granell, je pris contact, presque immédiatement, avec le Vicomte de Rocamora.

Je trouvai M. de Rocamora dans un état d'esprit très pessimiste, car il revenait de Madrid, et, après lui, l'atmosphère en Espagne était encore plutôt favorable au Général Franco. Il dit: "Tout le monde est avec lui: le clergé, la finance, l'armée , les classes moyennes. Il est fort difficile, dans ces conditions, d'entrevoir dans un avenir rapproché, l'evolution de la question politique espagnole. Mais, tout de même. le prince Don Juan se trouve très intéressé par la conversation engagée avec des socialistes espagnols, et il m

conseille d'être en rapport, dès demain, avec M. Pedro Sainz Rodriguez, qui habite Lisbonne".

Donc, le lendemain, ayant rendu visite à M. Pedro Sainz Rodriguez, moi seul, afin de préparer une entrevue avec Granell, j'ai entendu, de la bouche de M. Sainz Rodriguez, ses vifs souhaits de voir M. Granell: "Mais vous, m'a-t-il dit, que faits-vous ici? Car, étant données vos idées libérales et la position que vous avez en face du Général Franco, vous pouvez grandement nous gêner au moment où nous somme engagés dans une double négociation, vis-à-vis du Général Franco, d'une part et des traditionnàlistes espagnols d'autre part. Si les traditionnaëistes espagnols savaient que nous avons des rapports actuels avec un libéral de votre acabit, nos chances de succés seraient grandemente compromises".

J'ai exprimé à M. Sainz Rodriguez mon étonnement du fait qu'un libéral pouvait être plus suspect auprés des traditionnàlistes espagnols qu'un représentant de M. Largo Caballero. J'ai ajouté que ma présence à Lisbonne obéissait à une invitation formelle de Don Juan et que, si le représentant de Largo Caballero se trouvait là, c'est parce que, moi même, je luis avais ouvert le chemin.

Le lendemain, toujours au domicile de M. Sainz Rodriguez, nous nous sommes rencontrés, ceui-ci, MM. Gil Robles, Vegas de Latapié, Granell et môi-même. Tout de suite, les trois représentants des partis de droite espagnole que je viens de citer se sont littéralement jetés au cou deGranell, et je dois dire que l'attitude de la part de ce dernir n'a cédé en rien aux manifestations dont il était l'objet des trois autres personnages. La conversation a pris immédiatement une grande ampleur. Il ne s'agissait de rien moins que d'établir un accord total et détaillé entre la Monarchie, le parti socialiste et la C.N.T. dont Granell se disait aussi le représentant. Granell a affirmé à ces Messieurs qu'il était nanti, de la part de Largo Caballero, Trifon Gomez et Rodolfo Llopis, de tous les pouvoirs nécessaires pour traiter de toutes les questions susceptibles de se poser au cours de cette conversation sans réserve ni contrainte. Il a ajouté que ses pouvoirs étaient même suffisants pour traiter avec les représentants socialistes de l'interieur de l'Espagne et, le cas échéant, pour séaddresser à ceux-ci par la radio en leur recommandant de se rallier autour du trône de Don Juan. Quant à la C.N.T., il n'a cité personne, mais il a assuré que ses pouvoirs étaient suffisants et précis.

Gil Robles, Sainz Rodriguez et Vegas de Latapié se sont montrés très émus de cette occasion historique, quix leur permettait de sceller une paix personnelle pour la première fois, entre le représentant des belligérants republicains et eux-mêmes, qui se considéraient comme les représentants des belligérants nationalistes. Quant à moi, qui n'était que le représentant de ceux que n'etaient intervenus ni d'un côté ni de l'autre, il n'y avait pas eu de leur part la moindre manifestation de cordialité.

Le lendemain, Granell m'a dit qu'il croyait utile d'avoir une conversation personnelle, en dehors de ma présence, avec M. Sainz Rodriguez. Bien entendu, je lui ai dit que j'estimais qu'il avait toute liberté d'agir à sa guise et je lui ai laissé l'après-midi libre, afin qu'il puisse faire ce qu'il voudrait. Rentré à l'hôtel vers 8 heures, j'ai été étonné de ne pas y rencontrer Granell. Fort tard dans la soirée, Granell est arrivé dans un état d'extrême agitation et m'a annoncé qu'au cours de sa conversation avec Sainz Rodriguez, l'occasion s'était présentée d'unefaçon inattendue d'aller rendre visite à Don Juan . D'après Granell, cette entrevue entre le Prince et lui a été fort longue et empreinte, d'un bout à l'autre, du ton de la plus parfaite cordia-

lité. Il a ajouté qu'en sortant du cabinet du Prince Don Juan, Vegas de Latapié lui avait suggéré l'idée d'un dîner qui devait réunir, quelques jours après, Granell, Vegas de Latapiés et quelques autres personnes que, comme eux deux, avaient fait partie, en leur temps, de la Légion Etrangère Espagnole, car Granell a affirmé, à plusieurs reprises au Prince Don Juan, qu'il avait été offcier dans ce corps d'élite du temps de la monarchie d'Alphonse XIII.

J'ai été reçu, le lendemain de ce jour, par Don Juan, qui m'a vivement remercié d'avoir été l'introducteur de représentant de Largo Caballero auprès de lui. Le Prince s'est, de nouveau, affirmé désireux de ne faire aucun geste politique capable d'engager l'avenir de l'Espagne sans compter préalablement avec le parti socialiste espagnol.

Au cours d'une autre conversation survenue le lendemain ou le jour suivant chez Sainz Rodriguez et avec Vegas de Latapié et Granell, je me suis aperçu que le projet d'accord qu'ils envisageaient avait des perspectives et comportait des engagements beaucoup plus importants que ceux que je croyais être possibles d'après les conversations que j'avais eues avec Largo Caballero. J'ai donc rédigé, le soir même, une lettre dans laquelle je faisais savoir aux représentants de la Monarchie que, d'aucune façon, je ne pouvais parler moi-même au nom du parti socialiste espagnol, car je ne connaissais même pas plusieurs de ses chefs responsables. "Je ne suis, leur disais-je, que l'homme qui porte le ballon sur le terrain de jeu. Toute la responsabilité et tout le succés eventuel de ce voyage doivent revenir a M. Granell".

Le jour suivant après avoir écrit cette lettre, Granell a eu une réunion avec Sainz Rodriguez, Vegas de Latapié et Gil Robles, éunion à laquelle j'ai refusé d'assister. Mais, le soir, Granell m'a fait connaitre qu'il avait accepté le principe d'établir une note écrite exprimant l'accord qui fallait se faire entre les Socialistes et la Monarchie, et qu'il s'était engagé à ce que le parti socialiste espagnol présentât cette note à L'Ambassadeur d'Angleterre à Madrid.

Au cours d'une autre réunion avec ces mêmes Messieurs, toujours chez M. Sainz Rodriguez, et à laquelle j'assistait moi-même, le projet de note a été lu et discuté par Granell et les trois autres personnages, sans que J'intervienne dans ces échanges de vues. J'ai gardé un silence obstiné tout au long de l'après-midi. La note comportait une déclaration de Don Juan, promettant au parti socialiste espagnol une condition politique qui devait être exactement la même que celle de n'importe quel autre parti politique admis dans le régime politique futur de l'Espagne. M. Sainz Rodriguez y avait fait insérer un paragraphe concernant l'établissement d'un statut politique qu'il jugeait remarquable, (il en était l'auteur) statut qui devait être la base de l'Etat. Ensuite, il s'agissait de la présentation, dont il a déjà été parlé, de cette note aux deux Ambasadeurs, présentation qui devait sceller internationalement l'accord parfait et complet de la Monarchie avec les Cocialistes et la C.N.T.

Je dois dire que Granell passa une soirée remplie de préocupations profondes réfléchissant et soupesant chaque phrase de la note. Il en eleva la partie correspondant au statut de M. Sanz Rodriguez. Il modifia certaines formes de phrases, mais el en garda le sens général et la véritable portée.

Le lendemain, après une nouvelle réunion où les modifications de Granell ont été pleinement acceptées, les trois autres Messieurs lui ont fait savoir qu'ils attendaient de le voir partir pour Paris sans délai, afin de pouvoir parfaire, dansles condition convenues, sa mission et l'accord. Sur le pas de la porte de la demeure de M. Saunz Rodriguez, celui-ci s'est retourné vers moi, devant Granell, et m'a demandé à brûle-pourpoint, quels noms j'estimais possibles comme ministres socialistes dans un gouvernement du Roi. J'ai rétorqué immédiatement que je l'ignorais d'une façon absolue et que j'estimais que, l'occasion venue, il n'y avait que le parti socialiste qui pourrait se prononcer. C'est à cette occasion

que M. Sainz Rodriguez m'a dit que Don Juan désirait réserver trois postes ministériels au parti socialiste.

Le lendemain de ce jour, dans le courant de l'après-midi, nous avons été avertis que Granell avait obtenu un tour de faveur de l'Ambassade d'Angleterre pour qu'il puisse partir immédiatement. Le soir même, il y eut une conversation d'adieu entre Gil Robles, Sainz Rodriguez, Vegas de Latapié et Granell, réunion à laquelle j'assistais et au cours de laquelle Gil Robles a demandé à Granell combien de temps pourrait s'écouler avant la présentation de la note à l'Ambassadeur d'Angleterre. Granell répondit sans hésiter que ce serait fait dans les 24 heures de son arrivée à Paris. Granell est donc parti le lendemain. Plusieurs journées, de longues journées se sont écoulées et aucune nouvelle n'arrivait au sujet de la présentation de ladite note. Ces Messieurs du Conseil de Don Juan et tout spécialement M. Sainz Rodriguez m'envoyaient coup de téléphone sur coup de téléphone pour savoir si j'avais reçu quelque chose. Après le départ de Granell je n'ai pas eu de contacts politiques, mais M. Sainz Rodriguez chaque soir, m'invitait à dîner et m'accordait une longue conférence, unilatérale de sa part, afin de former sagement mon esprit.

Bref, un matin, je reçu une dépêche de Paris, dans laquelle Granell me disait à peu près ceci:"Largo décédé. Affaire retardée, mais excellente impression générale. Attendons arrivée Inda. Amitiés. Granell."

Puis un silence de plusieurs jours silence qui inspirait à M. Sainz Rodriguez des méditations profondes et sagaces au sujet des socialistes espagnols de Paris, mais silence que je m'expliquais d'une façon parfaite, bien que je gardasse mes réflexions pour moi-même.

Avant de quitter Lisbonne, quelques jours plus tard, j'ai été reçu en visite d'adieu, par Don Juan, qui me confia qu'il commençait à comprendre les termes un peu pessimistes de ma lettre à ses conseillers.

Je dois dire, en toute liberté d'esprit et de conscience, que j'ai trouvé en Don Juan une personne douée d'incomparables qualitiés de prudence, de sincèrité et de bonne foi qui, à mon avis, le mettent à même de présider à l'évolution politique de l'avenir de l'Espagne, en tant que Roi, en tant que démocrate et en tant que citoyen.

Je suis rentré directement à Anglet et, pendant les semaines que ont suivi, j'ai écrit à plusieurs reprisses à M. Sainz Rodriguez pour lui faire savoir que j'estimais indispensable la présence à Paris d'un représentant accredité de Don Juan pour traiter, tant avec les socialistes espagnols qu'avecle Gouvernement français. "L'importance du Gouvernement français dans toute l'affaire espagnole est si grande, lui disais-je, que l'ombre des Pyrénées s'étend très loin vers le sud, jusqu'en Afrique et très loin dans le nord, jusqu'au coeur politique de Londres, en ce qui concerne notre probleme. Toute perte de temps dans ce sens aboutirait à retarder la solution de l'affaire espagnole, surtout au moment où les quatre ministres des quatre principales puissances sont réunis à Paris". (Il s'agissait de la première réunion de Paris).

J'ai reçu de M. Sainz Rodriguez une longue dépêche dans laquelle il me priait de ne pas m'impatienter et me déclarait qu'il allait me faire des propositions pour aller à Paris, afin d'engager moi-même les conversations que je suggérais. Je lui ai répondu immédiatement, lui faisant savoir qu'il m'était impossible d'accepter d'autre représentation que celle que j'avais déjà et que je pensais que, seul, M. Lopez Olivan était à même de parler au nom de Don Juan avec les Socialistes espagnols et la C.N.T., ainsi qu'avec le Gouvernement français.

Je dois dire que, pendant mon séjour à Lisbonne, j'ai entendu de la bouche de Granell l'affirmation que Don Juan lui avait offert de participer à ses frais de voyage. Granell a ajouté aussi que, jamais, il n'accepterait d'argent de la part des chefs monarchistes et je dois dire que, tant qu'il

a voyagé avec moi, il l'a fait par ses propres moyens.

Si je dicte cet exposé, je le fais avec l'unique souci de bien préciser les données des conversations qui s'engagèrent entre la Monarchie et le représentant de Largo Caballero et avec l'espoir d'aplanir certains obstacles et de faciliter ainsi les accords ultérieurs susceptibles d'être réalisés, sur des bases définitives et sérieuses, entre les Monarchistes et partis ouvriers.

Je ne doute pas que MM. Gil Robles, Sainz Rodriguez et Vegas de Latapié qui n'eurent pourtant à mon égard, aucun geste vraiment prévenant ou même cordial, mais qui sont des hommes d'honneur et autant que moi, inquiets, par patriotisme, de l'avenir de l'Espagne, ne démentiraient rien aux lignes qui précèdent.

Le 14 Septembre 1946

Marquis de CARVAJAL.